

Anticipations de l'avenir et rapports au politique de jeunes des milieux populaires

Une enquête ethnographique en banlieue

Lorenzo Barrault

Volume 29, numéro 3, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003559ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1003559ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)
1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Barrault, L. (2010). Anticipations de l'avenir et rapports au politique de jeunes des milieux populaires : une enquête ethnographique en banlieue. *Politique et Sociétés*, 29(3), 97–114. <https://doi.org/10.7202/1003559ar>

Résumé de l'article

S'appuyant sur une enquête ethnographique en banlieue parisienne, basée sur la complémentarité d'observations et d'entretiens approfondis, l'article montre que les rapports au politique de jeunes des milieux populaires sont largement différenciés et pour partie liés à des anticipations de l'avenir contrastées. L'analyse configurationnelle de leurs propriétés sociales met en exergue plusieurs postures à l'égard de l'univers politique. Si nombre de jeunes des catégories populaires sont peu investis, leur non-implication est plurielle. Certains envisagent comme la plupart des jeunes de s'investir à l'avenir, tandis que d'autres excluent cette possibilité sous différentes formes. La socialisation par anticipation de quelques-uns, aux caractéristiques sociales particulières, favorise en outre leur auto-habilitation politique. Cet article souligne ainsi l'importance des rapports à l'avenir, articulés à d'autres propriétés, pour comprendre la différenciation des appréhensions du politique de jeunes de milieux populaires.

Anticipations de l'avenir et rapports au politique de jeunes des milieux populaires

Une enquête ethnographique en banlieue

Lorenzo Barrault
Université Paris 1 (CESSP-CRPS)
lorenzo.barrault@univ-paris1.fr

S'appuyant sur une enquête ethnographique en banlieue parisienne, basée sur la complémentarité d'observations et d'entretiens approfondis, l'article montre que les rapports au politique de jeunes des milieux populaires sont largement différenciés et pour partie liés à des anticipations de l'avenir contrastées. L'analyse configurationnelle de leurs propriétés sociales met en exergue plusieurs postures à l'égard de l'univers politique. Si nombre de jeunes des catégories populaires sont peu investis, leur non-implication est plurielle. Certains envisagent comme la plupart des jeunes de s'investir à l'avenir, tandis que d'autres excluent cette possibilité sous différentes formes. La socialisation par anticipation de quelques-uns, aux caractéristiques sociales particulières, favorise en outre leur auto-habilitation politique. Cet article souligne ainsi l'importance des rapports à l'avenir, articulés à d'autres propriétés, pour comprendre la différenciation des appréhensions du politique de jeunes de milieux populaires.

Anticipations of future and differentiation of relations to politics of youths from the working class. An ethnographic inquiry in Parisian suburbs – Through an ethnographic survey based on the complementarity of observations and of in-depth interviews in Parisian suburbs, the article points out that relations to politics of youths from the working class are differentiated and partly linked to contrasting anticipations of the future. The configurational analysis of their social characteristics emphasizes several attitudes regarding the political world. If many youths from the working class are not much invested, such non-involvement can be read on many different levels. As the majority of youth, some of them consider an eventual involvement while others exclude it, under different forms. Socialization by anticipation of a few, with particular social characteristics, encourages their political involvement. This article thus underlines the importance of the anticipation of the future, linked to other characteristics, to understand the differentiation of the relations to politics of youths from working class.

«La jeunesse» constitue un objet de recherche ancien en science politique (Texier, 1968 ; Hyman, 1972). Des enquêtes ont dressé des résultats généraux, mettant en avant les valeurs (Galland et Roudet, 2005), la faible implication «des

jeunes» (Megyery, 1991; Milner, 2008) et les effets du cycle de vie en matière de politisation (Muxel, 1991). En dépit de divers travaux soulignant la diversité de cette catégorie (Bourdieu, 1980: 143-154; Gauthier et Pacom, 2001), l'analyse a rarement été affinée en introduisant d'autres variables. D'autres recherches ont établi que le sentiment d'incompétence politique d'une majorité de citoyens est notamment lié à des inégalités culturelles et à l'âge de manière secondaire (Gaxie, 1978: 145-157). Peu de travaux analysent pourtant avec précision les rapports au politique de jeunes de certains milieux sociaux et, par exemple, de ceux des catégories populaires. Si des enquêtes soulignent l'hétérogénéité et les spécificités de cette population (Beaud et Pialoux, 2003; Renahy, 2005), leur appréhension du politique n'est le plus souvent pas au centre de l'analyse.

Dans un système démocratique comme la France aujourd'hui, le rapport au politique des individus en général et des jeunes des milieux populaires en particulier dépend d'un ensemble de facteurs divers et variés tels que leur position sociale, leur trajectoire, leurs conditions d'existence, leur carrière scolaire¹, leurs rapports à l'avenir, leurs ressources, leur âge, leur sexe, leurs multiples expériences socialisatrices, leur proximité avec des organisations politiques, leur engagement associatif, religieux ou syndical, leur sentiment d'appartenance nationale, etc. (Gaxie, 2002). On ne saurait réduire l'explication de rapports au politique différenciés à des variables aussi généralisantes que l'âge² ou la seule position sociale, tout comme la distance au politique d'une majorité d'acteurs sociaux à l'humeur sceptique (Gaxie, 2003) ou au contexte peu mobilisateur de la période actuelle (Beaud et Pialoux, 1999). La diversité des rapports au politique des individus est au contraire liée à des configurations de propriétés et certaines petites divergences font parfois toute la différence (Hoggart, 1970: 47), y compris dans des milieux souvent considérés comme homogènes (Lahire, 1995), à l'image des jeunes des catégories populaires. L'hypothèse centrale est que l'hétérogénéité relative des conditions d'existence et des expériences sociales de cette population s'articule avec différentes appréhensions de l'avenir³ et des rapports inégaux à l'univers politique. Peut-on observer des rapports au politique variés chez des jeunes appartenant à différentes strates des milieux populaires et quelles sont les logiques de ces éventuelles variations?

En raison de la complexité de l'objet et des limites inhérentes aux enquêtes quantitatives en la matière (Gaxie, 1990; Zaller et Feldman, 1992), une démarche ethnographique a été adoptée (voir l'annexe). Une telle approche de la politique «par le bas», au plus près des acteurs sociaux «ordinaires»⁴, permet de porter son

1. Au sens de succession de positions objectives occupées dans l'institution scolaire et de succession de points de vue subjectifs sur ces positions (Hughes, 1937).
2. Il convient d'ailleurs sur ce point de distinguer les effets de période, de génération et de cycle de vie (Percheron, 1989).
3. Au sens de modalités intellectuelles et pratiques à travers lesquelles des acteurs sociaux se projettent et appréhendent (ou pas) leurs conditions d'existence futures à plus ou moins long terme. Certains travaux ont déjà souligné la différenciation sociale du rapport à l'avenir (notamment liée à des conditions d'existence contrastées) et ses effets sur les représentations et les pratiques des individus (Bourdieu, 1963: 313-320; Bourdieu, 1973). D'autres analyses vont dans le même sens au sujet de jeunes des milieux populaires (Elias et Scotson, 1997: 199). Par ailleurs, sur la notion de «socialisation anticipatrice» désignant un processus par lequel un individu intériorise les normes et les dispositions d'un groupe auquel il désire appartenir et adapte ses pratiques en conséquence, voir Robert K. Merton (1969).
4. Pour une illustration récente de l'intérêt de ce type d'approche compréhensive, voir par exemple Camille Hamidi (2010).

attention sur les groupes habituellement considérés comme exclus du jeu politique. Basée sur la complémentarité d'observations ethnographiques et d'entretiens avec des jeunes scolarisés dans deux lycées d'enseignement professionnel (LP), l'enquête en banlieue parisienne dans des quartiers d'habitat social a mis en avant quelques éléments en matière de différenciation des rapports au politique, notamment quant à l'influence des anticipations de l'avenir. Observer les relations que des jeunes de milieux populaires entretiennent avec la politique implique de « prendre le parti de relativiser l'idée de leur extériorité et de leur dépossession » (Collovald et Sawicki, 1991 : 5). La perspective de l'analyse est donc, de manière classique, de se situer entre légitimisme et relativisme culturel (Grignon et Passeron, 1989). Les observations et les questionnements ne se sont alors pas focalisés sur des éléments politiquement différenciés – au sens de relevant directement de l'univers politique institué –, mais également sur les conditions d'existence de ces jeunes, leur style de vie, leurs rapports sociaux, leur scolarisation, leurs loisirs et leurs perspectives passées, présentes et futures. L'analyse a mis l'accent sur les différences entre des jeunes appartenant à des fractions contrastées des catégories populaires et la variété des enquêtés a permis d'explorer une pluralité de rapports au politique. Différents cas constituent le fil directeur de la démonstration et se présentent comme les pièces d'une mosaïque qu'on pourrait étendre à d'autres acteurs aux propriétés similaires et placés dans le même contexte (espace urbain de banlieue, cité d'habitat social) (Becker, 1986)⁵. La démarche ethnographique permet d'observer plusieurs configurations : si la plupart des jeunes des milieux populaires étudiés sont distants à l'égard de l'univers politique, ils ne le sont pas tous de la même manière et certains, par contraste, sont à même de s'habiller à s'impliquer politiquement⁶. Dans tous les cas observés, l'appréhension de l'avenir, articulée à d'autres caractéristiques sociales, constitue une propriété essentielle en matière de rapport au politique.

Espoir d'ascension sociale et intérêt politique futur

L'enquête a tout d'abord permis d'observer certains jeunes appartenant à des strates des catégories populaires relativement favorisées et disposant d'espoir d'ascension sociale, notamment par l'école (Beaud et Pialoux, 1999 : 160-291). Leurs propriétés sociales et leur rapport à l'avenir sont au principe de leur appréhension du politique qui est proche de celle de la population des jeunes en général, comme le montre par

5. Les conclusions de l'enquête sont ici présentées sans que soient décrites de manière exhaustive les observations empiriques qui les étayent et les cas évoqués ne sauraient être enfermés dans leurs particularités idiosyncrasiques puisque d'autres exemplifications auraient pu être mobilisées. S'agissant d'une enquête qualitative, l'ensemble des appréhensions du politique des jeunes de milieux populaires n'a évidemment pas été exploré, qu'il s'agisse de rapports davantage investis (à l'image par exemple des « militants de cités » : Masclet, 2003) ou encore plus distants (par exemple chez certains jeunes non scolarisés).
6. Quelques précisions s'imposent quant au travail de catégorisation effectué sur la base des matériaux collectés. Si la méthode ethnographique ne permet guère les quantifications (par exemple des ressources détenues par les individus ou de leur « degré » d'implication politique), les différentes catégories idéaltypiques présentées ont été construites par des allers-retours entre hypothèses théoriques et éléments empiriques et par comparaisons entre les cas observés (Passeron, 1996). Cette étude s'appuie également sur des travaux ayant souligné, de manière plus générale, l'hétérogénéité et la structuration des catégories populaires (notamment Schwartz, 1998). Les éventuelles spécificités – et leurs limites – des rapports au politique des jeunes observés sont à considérer de manière relationnelle, c'est-à-dire à la fois par rapport aux différents enquêtés entre eux et au regard de la population des jeunes en général et des principaux résultats connus en la matière (voir par exemple Muxel, 2001).

exemple le cas de Virginie (cas 5). Âgée de 20 ans et originaire de Normandie, celle-ci vit dans une cité « tranquille » de banlieue parisienne dans la famille de son ancien petit ami. Ses parents sont employés en agriculture, en difficulté relative en Normandie, non intéressés par la politique et abstentionnistes intermittents. Ils lui envoient un peu d'argent chaque mois et elle n'est pas parmi les plus défavorisés des jeunes observés. Elle se dit plusieurs fois « satisfaite » de ses conditions d'existence et appartient aux strates les plus favorisées économiquement des milieux populaires (au sens où ses parents disposent par exemple d'un emploi et de revenus réguliers). Sur le plan scolaire, elle a redoublé la sixième et la seconde générale avant de choisir son orientation en CAP [certificat d'aptitude professionnelle] tapisserie, une section relativement valorisée dans l'enseignement professionnel car proche de l'artisanat. Première de sa classe, elle précise devant ses camarades qu'elle obtiendra son diplôme « haut la main » à la fin de l'année, prépare son dossier d'entrée à l'école Boule (très réputée) et anticipe ainsi son avenir en pratique. Virginie affirme aussi en entretien qu'elle « trouver[a] un job bien payé sans problème » et affiche son optimisme (« je ne suis pas inquiète », au LP). Ses conditions d'existence et son rapport à l'école contribuent largement à produire son appréhension positive de l'avenir qui s'articule avec son rapport au politique. En effet, si elle est actuellement peu investie, Virginie évoque à plusieurs reprises, comme nombre de jeunes d'autres milieux, un investissement politique futur (Muxel, 2001) : « je m'y intéresserai plus tard je pense, quand j'aurai un job, des gosses et tout » (cas 5 au lycée). Contrairement à d'autres enquêtés que l'on observera plus loin, la position professionnelle qu'elle anticipe ne va cependant pas de pair à ses yeux avec une obligation de s'intéresser présentement à la politique et elle ne s'auto-habilite pas en la matière : « Je vais bosser dans une boîte de tapisserie [...] j'ai un vrai savoir-faire, y'a pas besoin de plus dans ma branche [...] la politique, les livres, tout ça... ça n'a rien à voir avec le boulot que je vais faire, aucun lien » (en entretien). Il ne s'agit pas d'un cas isolé et d'autres jeunes des fractions supérieures des catégories populaires disposant de propriétés et d'un rapport à l'avenir similaires adoptent la même posture. C'est par exemple le cas de Quentin (cas 2). Âgé de 22 ans, il est en deuxième année de bac pro ébénisterie par choix (section relativement valorisée pour ses débouchés dans les métiers du bois). Élevé seulement par sa mère « dépressive » professeure d'anglais (non agrégée et non militante) dans un collège classé ZEP [zone éducation prioritaire] réputé difficile, il n'a plus de contact avec son père (garde forestier dans le sud de la France) et habite en banlieue parisienne. Il explique à propos de la politique : « Pour le moment je suis trop jeune ! Je préfère me marrer ! [...] quand tu es un daron [adulte], là faut gérer mais pas avant [...] plus tard c'est du sûr mais pas maintenant » (dans la cour du lycée). Une telle posture n'est pas spécifique à ces enquêtés et se retrouve classiquement dans la population des jeunes en général. Il est tentant d'avancer sur ce point des explications bien connues en termes d'effets du cycle de vie et de responsabilisation sociale, et il est vrai que ceux-ci semblent probables chez ces jeunes. Mais il s'agit en l'espèce uniquement du discours des enquêtés et on ne saurait affirmer avec certitude qu'ils s'impliqueront politiquement à l'avenir, d'où une extrême prudence à parler, en ce cas, d'effets du cycle de vie. Reste qu'afficher un investissement politique futur est un élément peu commun au sein de la population observée qui est largement lié aux particularités des appréhensions de l'avenir de ces enquêtés.

Pour le moment, ces jeunes se sentent statutairement incompetents (Bourdieu, 1977) (« j'y connais rien donc j'ai pas à m'y intéresser », cas 5 en entretien) et mettent en avant leur âge pour l'expliquer (« je suis jeune donc j'ai pas que ça à penser », cas 5 au LP). Comme d'autres, ils expliquent ne pas s'intéresser à la politique pour

le moment, la définissent de manière restrictive («les hommes politiques», cas 2 en entretien) et la considèrent comme une occupation complexe («c'est chaud de comprendre aussi», cas 5 au LP), peu attractive («relou [lourde] et trop sérieuse», cas 2 au LP) et coûteuse en temps («j'ai pas que ça à faire», cas 5 en entretien). Ils s'exposent aussi rarement aux informations politiques («je regarde presque jamais les trucs relou [lourds] comme ça», cas 5 en entretien), en parlent peu («c'est pas mon passe-temps favori», cas 5 au LP) et disposent de connaissances relativement limitées. Ces jeunes envisagent également le vote comme seule modalité d'action («la politique ça se résume à voter», cas 5 au réfectoire) et toute forme de participation non électorale leur semble «inutile» («manifeste, gueuler [...] t'apporte rien», cas 2 en entretien). La norme électorale participationniste des systèmes démocratiques est dans leur cas relâchée seulement du point de vue de la sanction⁷: «J'ai pas été voter [...] personne m'a rien dit et tout le monde s'en fout un peu, c'est juste moi qui pense qu'il faut» (cas 5 en entretien). Pour produire leurs rares votes, ils se fient le plus souvent à des leaders d'opinion⁸, notamment leurs parents avec qui ils discutent rarement «de ces choses-là sauf quand c'est les élections» (cas 5, dans la cour du LP) et qui sont peu investis et votants irréguliers. En raison de leur rapport à l'avenir et de l'anticipation d'un investissement futur, leur appréhension du politique se décline pourtant en matière électorale par plus d'implication que certains de leurs camarades observés qui sont non inscrits ou abstentionnistes réguliers. Comme nombre de jeunes d'autres milieux, Quentin (cas 2) explique par exemple: «je pense plus tard je voterai sérieu[sement]» (en entretien).

Ainsi, la distance relative au politique et l'intérêt futur affiché de ces jeunes sont liés à une configuration de propriétés au sein de laquelle le rapport à l'avenir joue un rôle essentiel et les distingue des autres enquêtés. Dans la mesure où ils occupent des positions supérieures dans l'espace des milieux populaires (ce qui les rapproche de la population des jeunes en général) et disposent de propriétés scolaires à leurs yeux favorables, ils appréhendent l'avenir avec optimisme et, contrairement à d'autres lycéens observés, n'excluent pas un investissement politique futur, même s'ils s'en tiennent pour le moment à distance du fait de leurs faibles ressources culturelles et de leur âge. L'investigation a par ailleurs permis d'observer des jeunes de milieux populaires aux caractéristiques différentes et appréhendant la politique de manières contrastées.

Désespoir et scepticisme politique

Certains enquêtés sont plus distants à l'égard du politique. Ils occupent des positions plus basses dans l'espace des milieux populaires, disposent de moins de ressources (notamment économiques) et entretiennent un rapport à l'avenir très différent de celui des jeunes précédemment évoqués. Tel est par exemple le cas de Zoé (cas 8). Âgée de 16 ans, d'origines malienne et ivoirienne, «noire» de peau et de nationalité française, sa mère touche le RMI [revenu minimum d'insertion], son père

7. Emile Durkheim (1963: 20) distingue classiquement deux éléments qui composent une norme: l'obligation et la sanction.

8. Les leaders d'opinion sont des individus auxquels un acteur accorde davantage de crédit dans un domaine (par exemple la politique). Ils sont souvent plus âgés et disposent de propriétés relativement proches en raison de leur appartenance sociale, mais occupent des positions légèrement supérieures (Katz et Lazarsfeld, 1955).

est ouvrier d'usine, et aucun des deux n'est diplômé, militant ou politisé. Zoé vit dans une cité d'habitat social réputée difficile en banlieue parisienne, s'occupe quotidiennement de ses quatre frères et sœurs et sa famille connaît des difficultés économiques (« l'huissier est venu le mois dernier », en entretien). Elle occupe ainsi une position relativement basse dans l'espace des milieux populaires et ses conditions d'existence sont particulièrement difficiles (« Ma mère elle se fait tabasser presque toutes les semaines, mon père il tise [boit] grave [...] [en larmes] une fois [...] mon père [...] m'a attachée au lit avec des ficelles et il m'a fouettée », en entretien). Si elle se « sent française », elle explique être victime d'actes de racisme : « T'as vu comme ils nous regardent ? Ils ont pas l'habitude de voir des gens comme nous » (lors d'une sortie scolaire dans un quartier favorisé à Paris). Elle se dit surtout « vraiment malheureuse » (en entretien) et sa carrière scolaire a été difficile : orientée en SEGPA⁹ après une cinquième peu probante dans un « collège ghetto », elle est aujourd'hui scolarisée « contre [son] gré » dans une section particulièrement dévalorisée (BEP [brevet d'études professionnelles] bioservices option maintenance et hygiène des locaux (MHL)) où elle « apprend à faire le ménage devant tout le monde dans le préau » (en entretien). Ce type d'expérience contribue largement à son auto-disqualification (« c'est trop la honte, je fais vraiment un truc de merde », devant ses camarades au LP) et elle ressent fortement les effets de marquage liés à sa scolarisation dans une section défavorisée (Willis, 1978 ; Moreau, 2006) (« je me fais grave charrier vu que j'apprends à faire le ménage », en entretien). De telles conditions sociales d'existence et expériences scolaires sont au principe de son rapport négatif à l'avenir. Elle explique en entretien : « Je suis tellement désespérée que j'attends rien de la vie en fait... je sais même plus si c'est possible que ça aille mieux... franchement j'y crois plus vraiment ». D'autres jeunes présentant des propriétés similaires à celles de Zoé ne disposent pas de perspectives futures positives, à l'image de Kevin (cas 9). Âgé de 20 ans et d'origine germano-polonaise, il est en deuxième année de BEP bioservices option agent technique d'alimentation (ATA), sans l'avoir choisi et après plusieurs redoublements. Il habite dans un quartier populaire en banlieue et connaît des difficultés économiques. Sa mère est femme de ménage, son père en recherche d'emploi depuis neuf ans, et aucun des deux n'est diplômé ou investi politiquement. Il explique par exemple quant à son avenir : « y'a rien à espérer, c'est la vie, c'est la galère » (devant ses camarades en classe).

Les difficultés sociales de ces enquêtés et leur appréhension de l'avenir, qu'on ne retrouve pas chez l'ensemble des jeunes de différents milieux, expliquent largement leur distance sceptique au politique. Ils ont en effet la conviction que celle-ci ne peut rien leur apporter (« vu que j'ai rien à attendre de la politique, c'est pas à moi de m'en occuper », cas 8 en entretien) et ne perçoivent guère d'intérêt à s'y investir. Leurs faibles attentes en la matière sont essentielles pour expliquer leur non-implication (« je vais galérer dans la vie, alors la politique [...] ça va pas m'aider », cas 9 dans les transports). Contrairement aux enquêtés précédemment évoqués, leur scepticisme les conduit à ne pas envisager d'investissement politique futur (« je sais pas du tout si j'irai voter et m'intéresser à la politique plus tard, même quand je serai adulte », cas 8 dans la cour du LP). On comprend alors qu'ils ne s'y intéressent

9. Section d'enseignement général et professionnel adapté mise en place en France par la circulaire n° 96-167 du 20 juin 1996 et accueillant « des élèves présentant des difficultés scolaires graves et persistantes » ayant « sur le plan de l'efficacité intellectuelle des difficultés et des perturbations », ce qui donne une illustration de la pensée d'État à l'égard de cette population.

pas¹⁰ et n'en parlent « quasiment jamais ». Ces jeunes se sentent aussi incompetents (« j'y connais rien, donc c'est pas à moi de gérer ça [...] j'apprends à faire le ménage moi ! »¹¹, cas 8 en entretien) et disposent de connaissances sommaires, leurs rares expositions à l'information étant désinvesties (Le Grignou, 2006) : « Je zappe parfois sur le JT [journal télévisé] mais ça me gonfle vite [...] la télé je la regarde sans la regarder, souvent elle est allumée mais je calcule pas » (cas 8 en entretien). Leur faible investissement dans l'acte de vote va de pair avec leur scepticisme (« franchement ça sert à rien »), d'autant plus qu'ils ne ressentent pas d'obligation à se rendre aux urnes et évoluent dans des milieux où l'abstention, au moins intermittente, est la norme (Braconnier et Dormagen, 2007 : 224-244) (« Je vote pas trop [...] toute ma famille en France c'est pareil ils votent pas, eux ils s'en foutent de tout ça [...] mes potes c'est un peu la même [chose] », cas 9 en entretien). Seuls des médias, dont on ne saurait présumer les effets, leur rappellent occasionnellement l'existence d'une norme électorale participationniste (« y'a que la télé qui dit qu'il faut voter », cas 9 en classe). Ils suivent cependant très peu les élections et se basent essentiellement sur des raccourcis cognitifs non différenciés politiquement pour opiner (Joignant, 2007)¹². Ils ont ainsi recours à des mécanismes de retraduction de certains éléments politiques dans d'autres registres afin d'y porter un jugement éthique ou esthétique (« j'aime pas sa tête, il ressemble à un vieux aigri, je voterai jamais pour lui », cas 8 en entretien). Si le rapport à l'avenir de ces jeunes est au principe de leur distance sceptique au politique, leur non-implication connaît des limites et on aurait tort d'insister uniquement sur leur dépossession. Zoé (cas 8) porte par exemple une attention oblique de veille à la politique et a peur de voir le Front national prendre le pouvoir (« depuis [le 21 avril 2002] dès qu'on me parle de Le Pen j'écoute vite fait, même d'une oreille », en entretien). Comme d'autres enquêtés, elle s'intéresse aux enjeux la concernant directement au quotidien (racisme, contrôle d'identité, etc.) et se sent alors autorisée à prendre position, développant des points de vue argumentés et essentiellement privatifs. Sur ce type d'objet et dans certaines situations, elle met alors en œuvre une compétence pratique empruntant des éléments à son expérience personnelle : « L'apprentissage à 14 ans [...] c'est de la demer [merde] grave, à 14 ans tu peux pas savoir ce que tu veux faire [...] je suis passée par là, je sais de quoi je parle » (en classe). Ainsi, les modes de pensée populaires étant le plus souvent « indiciaires » (Verret, 1996), ils peuvent consister en « un travail d'interprétation fondé sur l'expérience quotidienne en tant qu'elle véhicule autant d'indices porteurs de sens » (Pudal, 2000 : 518). On peut y voir une forme de *politisation à éclipse* (Hoggart, 1970 : 149) et l'intéressement ponctuel de ces lycéens se présente alors essentiellement comme une question d'intérêt pratique lié à leur vie quotidienne.

10. L'enquête ethnographique a mis en exergue des spécificités genrées de présentation de soi en matière de désintérêt affiché pour la politique. Si les garçons expliquent leur désintérêt en en rajoutant à la manière du *cynical chic* (Eliasoph, 1990), les filles sont apparues plus ironiques et s'approchent ainsi de la *subversion rigolarde* (Buckingham, 2000). On peut se demander si le fait que l'enquêteur soit un homme a eu une influence en la matière, tout comme sur le peu d'éléments empiriques mettant en évidence d'autres particularités spécifiquement féminines quant aux rapports au politique de la population étudiée. Si l'on ne prétend en rien que la domination masculine en matière de politisation soulignée par de nombreux travaux soit abolie, force est de constater qu'en dépit d'investigations en ce sens peu d'éléments ont été mis en évidence par l'enquête.

11. On peut observer un des effets d'assignation statutaire propre au système scolaire qui fait que « ceux qui sont socialement désignés comme compétents, comme ayant droit-devoir en politique, ont de plus grandes chances de devenir ce qu'ils sont, c'est-à-dire compétents en politique » (Bourdieu, 1980 : 241).

12. Pour un bilan critique des travaux de psychologie politique relatifs à la compétence, voir Loïc Blondiaux (1996, 2007).

Il reste que ces jeunes, du fait de leurs conditions sociales d'existence, de leur carrière scolaire et des univers dans lesquels ils évoluent, anticipent un avenir particulièrement négatif qui alimente largement leur scepticisme et leurs faibles attentes face à l'univers politique. Ainsi, contrairement à nombre de jeunes qui envisagent une implication future, ils ne perçoivent guère d'intérêt à s'investir en politique et l'appréhendent comme un luxe, réservé à « ceux qui n'ont rien à faire [et] pas de problème » (cas 8 au LP). L'analyse a par ailleurs permis d'observer d'autres lycéens aux caractéristiques légèrement divergentes qui tendent vers davantage d'indifférence.

Incertitudes, sentiment de non-appartenance nationale et indifférence politique

D'autres enquêtés entretiennent un rapport encore plus distant avec la politique. Leurs conditions sociales d'existence, leur appréhension de l'avenir et leur sentiment de non-appartenance nationale (Simard, 2002 ; Ribert, 2006) sont au principe de leur indifférence. Tel est par exemple le cas de Koby (cas 14), 19 ans, de nationalité française et d'origine haïtienne. Il est élevé seulement par son père, gardien de nuit intérimaire (non diplômé et non militant), sa mère étant décédée à sa naissance. Il dispose de très peu de ressources économiques (« Le midi je mange bien à la cantine, le soir c'est pas toujours la même [chose] »), vit dans des conditions difficiles (« [son père lui] marave [casse] souvent la gueule », au LP) et habite un squat dans un quartier populaire de banlieue parisienne. Comme d'autres jeunes occupant des positions parmi les plus basses dans l'espace des milieux populaires, il est particulièrement enclin à valoriser sa virilité (Mauger, 1998) (« je suis un bonhomme, si y'en a un qui me regarde bizarre je le défonce », devant ses camarades à la sortie du LP). Sa carrière scolaire est aussi très compliquée : après plusieurs redoublements, il a été « orienté par [ses] profs sans savoir pourquoi » en BEP bioservices (option agent technique alimentation), ne s'investit pas du tout dans sa scolarité et est en situation d'échec important (« il ne maîtrise que très partiellement la langue française » selon un de ses professeurs). Koby n'appréhende en rien l'institution scolaire comme une opportunité à même de le favoriser. Être au lycée professionnel est pour lui « une occupation » lui permettant de prolonger l'indétermination de sa situation sociale (« je sais pas pourquoi je suis là... peut être pour faire un truc », au LP) à la manière des *exclus de l'intérieur* à la limite de la déscolarisation rencontrés par Pierre Bourdieu et Patrick Champagne (1993). Une autre propriété différencie en outre les jeunes comme Koby de ceux précédemment évoqués. Ils ont été socialisés dans des milieux où l'identification valorisée renvoie au « pays d'origine », se sentent très souvent victimes d'actes de racisme (« le racisme c'est tous les jours, c'est normal un peu », au LP) et éprouvent un fort sentiment de non-appartenance nationale : « Y'a pas de France qui tienne, mon daron [père] il s'en bat la race de la France et il nous a toujours dit qu'il fallait retourner au pays, ses amis sont tous comme lui, c'est tous des renois [noirs] [...] y'a pas à traîner avec des babtous [blancs], ça pose des problèmes [...] je ne me sens pas Français [...] mon père si je lui dis que je suis Français il me nique » (en entretien). Les conditions d'existence très précaires de Koby, sa distance à l'institution scolaire et son sentiment de non-appartenance nationale expliquent largement sa profonde incertitude quant à l'avenir : il n'envisage guère le futur (« Je peux pas savoir de toute façon... c'est la sèremi [misère] et c'est tout [...] je sais même pas si je vais finir l'année », dans le bus), mais précise cependant, après plusieurs relances, qu'il pense

«peut-être rentrer au pays» sans toutefois faire preuve d'optimisme («c'est juste que je vois rien d'autre»). Une telle appréhension négative et incertaine de l'avenir se retrouve chez d'autres enquêtés présentant des propriétés sociales similaires. Par exemple, Mounir (cas 15), âgé de 20 ans, d'origine marocaine et de nationalité française, habite dans un quartier d'habitat social en banlieue parisienne avec ses deux parents au RMI et non diplômés. Il se dit à plusieurs reprises «saoulé par la vie», est inscrit «pour le style» en deuxième année de BEP électrotechnique et sa carrière scolaire a été particulièrement difficile (plusieurs redoublements, mauvais résultats, orientation subie). Il précise devant ses camarades au lycée : «Je sais pas [...] même si je suis là pour l'instant [...] mon pays c'est le Maroc, j'y retournerai peut-être un jour, je sais pas».

Les propriétés sociales, le rapport à l'avenir et le sentiment de non-appartenance nationale de ces enquêtés, qu'on ne retrouve pas dans la population des jeunes en général ni chez tous ceux issus de l'immigration, les conduisent à appréhender la politique avec une profonde indifférence : «Je sais pas de quoi demain sera fait [...] j'ai juste la carte française mais ça s'arrête là, donc la politique c'est pas pour moi, c'est pas mon problème [...] je laisse ça à ceux qui sont chez eux» (cas 15 dans la cour du LP). Ils expriment avec insistance leur non-intérêt pour la politique («ça m'intéresse vraiment pas [...] c'est pas mon problème ce qui se passe ici», cas 14 au LP), notamment car ils n'ont aucune raison pratique de s'y impliquer et ne se voient pas construire leur vie en France. Ces jeunes disposent de connaissances encore plus limitées que nombre d'autres («y'a un maire à Villetaneuse [une commune près de chez lui] ?», cas 14 en entretien) et ne parlent jamais de politique. S'ils déclarent une attention relative à la politique dans leur pays d'origine («au bled ça m'intéresse vite fait», cas 15 en classe), ils ont très peu d'informations sur le sujet. Outre leur sentiment d'incompétence («j'y connais rien et je veux pas connaître», cas 15 dans les transports), ils ne perçoivent surtout aucun intérêt à s'investir politiquement du fait de leur impossibilité de se projeter dans l'avenir en France et de leur sentiment de non-appartenance nationale («j'ai pas d'avenir ici [...] je suis pas chez moi, ça peut rien m'apporter», cas 14 en classe). On comprend alors que ces jeunes, contrairement à nombre d'autres de différents milieux, excluent toutes modalités de participation politique, ne ressentent aucune obligation de voter («je suis obligé de rien du tout», cas 14 en entretien) et ne sont en rien sanctionnés en cas d'abstention («les autres en ont rien à battre [...] la plupart ils ont même pas le droit», cas 15 en entretien) puisque leurs proches sont distants à l'égard du politique et non votants réguliers. Ils sont de manière générale profondément indifférents politiquement et semblent relativement immunisés face à l'humeur critique de la période actuelle («c'est pas tous des pourris je pense [...] j'm'en balance», cas 14 en entretien). Chez les plus distants à l'égard du politique, l'indifférence l'emporte d'ailleurs souvent sur les critiques (Texeira, 1992 : 101).

L'analyse souligne ainsi que ces jeunes, appartenant aux strates parmi les plus défavorisées des catégories populaires, désinvestis scolairement et éprouvant un sentiment de non-appartenance nationale¹³ lié à leurs socialisations, entretiennent un rapport très négatif et incertain à l'avenir qui est au principe de leur indifférence

13. Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (2010 : 677) expliquent dans le même sens que «le rapport aux origines doit être analysé en relation aux autres facteurs susceptibles d'exercer une influence déterminante sur les comportements en général, et sur les pratiques électorales en particulier».

politique et les conduit à une délégation plus exacerbée que nombre de jeunes : « C'est vraiment pas pour moi [...] y'a des gens pour faire ça, c'est vraiment pas à moi d'y penser... les politiciens [...] gèrent ! Moi j'm'en balance, j'ai rien à y faire » (cas 14 en entretien). On voit alors combien la non-implication politique de la plupart des jeunes de milieux populaires est en réalité plurielle et renvoie à des combinaisons de facteurs sociaux et culturels hétérogènes. L'enquête a cependant permis d'observer, par contraste, certains d'entre eux relativement investis.

Socialisation par anticipation et auto-habilitation politique

Quelques jeunes des milieux populaires ne sont pas distants à l'égard du politique et, au sein d'une configuration de propriétés, leur appréhension de l'avenir est essentielle pour expliquer leur investissement, comme le montre par exemple le cas de Rachid (cas 17). Âgé de 19 ans et de nationalité française, ses parents sont ouvrier industriel et caissière à mi-temps (non diplômés et non investis politiquement). S'il dispose de peu de ressources économiques, ses conditions d'existence sont relativement favorisées par rapport à certains de ses camarades précédemment évoqués, à l'image de Zoé (cas 8) ou de Koby (cas 14) par exemple. Il est notamment domicilié en habitat social de banlieue parisienne, mais hors d'une cité depuis plusieurs années. Il a aussi été scolarisé dans un collège du centre-ville relativement valorisé localement et s'est fait des amis à l'extérieur des catégories populaires qui disposent de davantage de ressources culturelles. Sa carrière scolaire a été difficile (résultats très moyens, orientation non choisie en BEP électrotechnique), mais il semble être sur une pente ascendante : il explique s'être « ressaïsi », obtient de bons résultats depuis plusieurs mois et « gère sans forcer » même si ça ne lui « plaît pas trop » (en entretien). Il cherche aussi à s'informer « sur la société », notamment du fait des incitations de sa sœur (23 ans, en première année de sociologie dans une université de banlieue parisienne, intéressée par la politique) : « J'ai une bonne culture générale car je me la fais de mon côté [...] ma sœur me pousse aussi, elle me parle souvent de l'actualité et tout » (à la sortie du LP). Ses pratiques autodidactes (il a par exemple lu « le bouquin d'histoire d'un pote » en première scientifique) lui ont permis d'acquérir certaines ressources culturelles. Ce genre de propriétés scolaires et culturelles favorise chez Rachid (cas 17) une projection positive dans l'avenir (« j'ai franchement bon espoir de m'en sortir », en entretien) et l'anticipation d'une amélioration de sa situation puisqu'il pense avoir son BEP à la fin de l'année et « être pris en [lycée] général » à la rentrée prochaine. Cet enquêté vit sa scolarisation en LP comme une phase de transition et parvient, contrairement à d'autres évoqués précédemment, à se défaire du marquage scolaire. Il explique par exemple à ses camarades de classe : « Le lycée pro c'est pour les nazes [...] je m'en fous, je ne me fais pas charrier parce que les gens ils savent que je suis là par erreur ». Il dit aussi en entretien avoir de réels espoirs d'ascension sociale (« Plus tard j'aurai un job payé grassement [...] je vais bosser dans le graphisme, un peu genre artiste mais moderne et avec de la tune [argent] », en entretien) et, surtout, la position professionnelle qu'il envisage d'occuper va dans son esprit de pair avec un certain intérêt pour la politique : « Vu le taf [travail] que je vais faire, j'ai pas le choix, faut se documenter, la politique en fait partie [...] un artiste performant il a des idées là-dessus » (en entretien). Les incitations de son entourage, ses ressources culturelles et sa socialisation par anticipation le poussent ainsi à éprouver un sentiment d'obligation de s'impliquer en la matière

et favorise son auto-habilitation¹⁴. Une telle appréhension de l'avenir impliquant subjectivement un investissement politique se retrouve chez d'autres jeunes aux caractéristiques similaires, à l'image de JM (cas 18). D'origine ivoirienne, âgé de 24 ans et en deuxième année de bac pro vente, sa mère est au foyer et éprouve des difficultés économiques. Il est sans nouvelles de son père (anciennement au RMI) depuis huit ans et vit avec ses cinq frères et sœurs dans un petit appartement, dans un quartier « tranquille » d'une commune populaire de banlieue parisienne, après avoir longtemps grandi en cité d'habitat social. Autodidacte pratiquant le rap depuis plusieurs années et disposant ainsi de certaines ressources culturelles (Mauger, 2004 : 221-223), il dit envisager sérieusement de « percer dans la musique » et explique en entretien ne pas avoir « le choix de s'intéresser sur ça [la politique] parce que t'es obligé dans le peura [rap] [...] de penser un peu au monde autour de toi ». Comme pour d'autres enquêtés aux caractéristiques similaires, sa projection dans l'avenir l'incite là aussi à s'intéresser à la politique et il s'auto-habilite en la matière afin d'avoir les propriétés à son sens requises pour occuper la position espérée.

La socialisation par anticipation de ces jeunes favorise largement leur engagement politique. Par contraste avec d'autres enquêtés, ils perçoivent certains intérêts à s'y investir (« c'est important la politique dans la vie, regarde le CPE [contrat première embauche] là, s'il passe c'est chaud », cas 17 au LP) et se sentent compétents (« j'ai le droit de m'intéresser à la politique [...] je sais ce que je dois savoir », cas 18 en entretien), d'autant plus qu'ils disposent de certaines ressources culturelles autodidactes (« j'ai vu un truc sur De Gaulle sur Internet [...] je sais de quoi je parle sur la droite », cas 17 au réfectoire). Ces jeunes parlent aussi de politique avec certains amis extérieurs au lycée professionnel (« X son père il est conseiller municipal et il s'intéresse grave à tout ça, je sais qu'il kiffe [aime] bien la politique, on en parle souvent, mais y'a pas que lui à vrai dire », cas 17 en entretien), mais ne constituent le plus souvent pas un vecteur de politisation dans leur établissement tant les discussions en la matière y sont rares (Braconnier et Dormagen, 2007 : 236-244). Ils portent également une attention régulière à l'actualité (« je lis tout le *20 Minutes* [quotidien d'information gratuit] quand je prends le train pour venir », cas 18 en classe). Ces jeunes ont ainsi des connaissances politiques relativement variées (acteurs et enjeux nationaux et locaux), développent des points de vue généralistes et non uniquement privatifs (« c'est pas mon problème perso tout ça [les contrôles d'identité], c'est une question de consignes ministérielles », cas 18 en classe), et disposent d'orientations déterminées. Rachid (cas 17) a par exemple mis un autocollant du Parti communiste français sur son sac à l'occasion d'une manifestation nationale et précise en entretien : « j'aime pas la droite, je me sens un peu communiste ». S'investir politiquement est, du point de vue de ces lycéens, une manière de servir au mieux leurs intérêts futurs (« faut pas se plaindre quand tu te bouges pas [...] moi je veux rien regretter », cas 18 en entretien). En outre, voter renvoie pour eux à une norme impérative (« il faut voter », cas 18 dans la cour du LP), régulièrement réactivée par le biais de micro-incitations diffuses de leur entourage (Rosenstone et Hansen, 1993 : 24) : « ils [ses amis extérieurs au LP] arrêtent pas de me dire d'aller voter » (cas 17 en entretien). On comprend alors qu'ils le fassent jusqu'alors régulièrement et de manière investie (« J'ai voté non à

14. Les notions d'auto-habilitation ou d'auto-déshabilitation désignent « les processus mentaux et sociaux par lesquels des personnes s'autorisent ou pas à intervenir plus ou moins activement sur des sujets politiques » (Gaxie, 2007 : 750).

la constitution [...] pour moi ce texte était libéral et ne favorisait que les patrons», cas 17 en entretien). Ces jeunes définissent par ailleurs la politique de manière plus élargie que ceux précédemment abordés¹⁵ – qui la limitent pour la plupart à la politique professionnelle et partisane – et leur participation peut prendre de multiples formes. Par exemple, s'il n'est pas militant, Rachid (cas 17) vote, manifeste (je l'ai par exemple croisé dans un cortège lors d'une manifestation contre le CPE au printemps 2006), bloque son lycée (les jours de manifestation par exemple), signe des pétitions (en faveur de sans-papiers) et m'a montré ses dessins de «caricatures d'hommes politiques de droite» (notamment le premier ministre et le ministre de l'Intérieur du moment). JM (cas 18) aborde aussi des «sujets politiques» dans ses chansons (racisme, chômage, fraudes fiscales, etc.), pratique dans laquelle il investit politiquement (Mucchielli, 1999): «Y'a un côté aussi [...] un peu engagé quoi [...] y'a des vraies idées sur la société, sur la vie, sur les problèmes qu'on rencontre, sur la politique» (en entretien). Les différentes formes de participation potentielle de ces jeunes sont notamment liées aux intérêts qu'ils perçoivent à s'investir politiquement et à leur sentiment d'obligation de s'impliquer du fait des positions sociales dans lesquelles ils se projettent.

Bien que non militants, certains jeunes des milieux populaires vivant dans des quartiers d'habitat social n'entretiennent donc pas un rapport distant avec la politique du fait de leur socialisation par anticipation. Outre leur sentiment de compétence, ils s'auto-habilitent en politique, en grande partie pour se sentir autorisés à occuper les positions espérées. Ce processus, qui n'est sans doute pas réservé à des individus des catégories populaires, est largement favorisé par la détention de certaines ressources culturelles et la fréquentation d'individus intéressés par la politique. Leur appréhension de l'avenir, articulée à d'autres propriétés, est ainsi d'une importance considérable pour comprendre leur rapport au politique. On ne saurait cependant réduire l'implication mise en avant à un lien anticipation positive de l'avenir/investissement politique. En effet, comme le montre par contraste les cas précédemment évoqués d'autres jeunes appréhendant favorablement l'avenir mais n'envisageant pas d'occuper de positions induisant de leur point de vue une certaine implication politique (par exemple Virginie, cas 5), il convient d'affiner qualitativement l'analyse du rapport à l'avenir pour observer les positions futures envisagées, les perceptions des ressources nécessaires pour y parvenir et le type de trajectoire espéré. On comprend alors que l'appréhension de l'avenir n'a pas d'incidence mécanique sur le rapport au politique, mais constitue plutôt un élément essentiel au sein de configurations de propriétés.

De manière générale, l'étude de jeunes de milieux populaires scolarisés dans des établissements professionnels de banlieue parisienne rappelle qu'il faut se garder d'établir une relation transhistorique entre le vieillissement biologique, le cycle de vie et l'implication politique, puisque ce phénomène bien connu peut ne pas concerner tous les jeunes, notamment dans les milieux populaires. Outre l'observation d'acteurs sociaux échappant le plus souvent aux protocoles d'enquête, l'analyse ethnographique souligne que les jeunes des catégories populaires ne constituent pas un ensemble homogène et qu'ils entretiennent des rapports différenciés au politique qui sont pour partie liés à des conditions d'existence et à des anticipations

15. Sur la tendance à l'usage pratique d'une définition du politique d'autant plus large que les individus sont dotés en ressources culturelles (Gaxie, 2001). Le cas de ces lycéens va dans le même sens.

de l'avenir contrastées. En effet, si certains enquêtés appartenant à des strates favorisées des catégories populaires envisagent parfois un investissement politique futur, à l'image de nombre de jeunes de différents milieux sociaux, d'autres sont davantage touchés par la précarité, appréhendent le futur négativement et sont plus distants et sceptiques politiquement. D'autres encore, plus marginaux et éprouvant un fort sentiment de non-appartenance nationale lié à leurs expériences socialisatrices, ne parviennent guère à se projeter dans l'avenir et tendent vers davantage d'indifférence en politique. L'enquête montre cependant qu'on aurait tort de croire que tous les jeunes des milieux populaires sont distants à l'égard du politique puisque certains d'entre eux, aux caractéristiques sociales particulières et anticipant notamment l'occupation future de positions imposant à leurs yeux un certain investissement politique, peuvent ressentir une obligation d'implication et s'auto-habiller en la matière. Ces différentes postures à l'égard du politique sont à mettre en relation avec différentes combinaisons de propriétés au sein desquelles le rapport à l'avenir joue un rôle important. Ces résultats doivent en outre être considérés en relation avec les rapports au politique des jeunes d'autres milieux sociaux.

Au-delà de l'enquête, il est possible de distinguer qualitativement, à l'échelle individuelle, des configurations de propriétés engendrant des rapports au politique contrastés, y compris dans des milieux apparemment homogènes. Il convient alors de « penser combinaisons » plutôt que de « penser variables », c'est-à-dire qu'il faut être attentif à la complexité des faits sociaux plutôt que de les réduire à des facteurs simples, que ce soit la position sociale, le revenu, le diplôme, le genre ou l'âge¹⁶. L'analyste doit ainsi porter son attention sur l'hétérogénéité des caractéristiques des acteurs et tenter de repérer celles qui sont déterminantes en matière de rapport au politique, qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement les mêmes selon les individus et les contextes. L'enquête s'étant déroulée en France en milieu urbain, il reste par exemple à tester ces conclusions dans d'autres contextes. Parmi les pistes de recherche en matière de rapport au politique, il semble que celle de l'anticipation de l'avenir, articulée à différentes configurations de propriétés, puisse être envisagée. L'influence potentielle de cet élément d'analyse est d'ailleurs implicitement suggérée par certaines enquêtes quantitatives. Jérôme Jaffré et Anne Muxel (2000 : 29) notent par exemple que les « abstentionnistes hors jeu », c'est-à-dire ceux les plus distants du politique et dont l'investissement semble le moins probable, sont « toujours les plus pessimistes et les plus inquiets ». Pourtant, à l'exception de quelques travaux (Gaxie, 2002 : 164), rares sont jusqu'alors les recherches qui ont mis l'accent sur cette dimension. On espère donc avoir souligné qu'il pourrait s'agir, au moins pour certaines populations, d'une des propriétés à questionner dans l'étude de la politisation des individus, notamment dans la conjoncture historique contemporaine où se multiplient les injonctions à faire des « projets », c'est-à-dire à se projeter activement dans l'avenir (Boltanski et Chiapello, 1999 : 157). En outre, dans la mesure où « l'analyse du rapport au politique permet de situer une pratique [...] dans le champ entier des luttes sociales et politiques auxquelles les individus [...] sont susceptibles de participer » (Fillieule *et al.*, 2004 : 17), l'anticipation de l'avenir des acteurs sociaux pourrait, dans bien des cas, être d'une importance considérable en matière de mobilisations (voir par exemple Dobry, 1986 ; Geay, 2009 : 178), particulièrement

16. Une analyse configurationnelle présente l'intérêt de ne pas traiter les variables de manière isolée et d'échapper à une vision linéaire des causalités. Voir également sur ce point les travaux relatifs à l'« intersectionnalité », par exemple Amy Mazur (2008 : 281-319).

sur des problématiques comme l'engagement ou le désengagement. Certains auteurs expliquent en effet que, «marquée par un rapport inquiet à l'avenir, la précarité est lourde de conséquences sur la capacité à se mobiliser des individus [...] [puisque] c'est la simple capacité à se concevoir comme à même de maîtriser une part minimale de son destin que la précarité tend à annihiler» (Mathieu, 2007 : 243). Une sociologie des rapports au politique a ainsi toutes les chances de souligner certains mécanismes sociaux parmi les plus cachés et largement inégalitaires engendrant des politisations et des possibilités de mobilisation différenciées.

Annexe : l'enquête ethnographique

L'enquête ethnographique s'est déroulée auprès de jeunes de milieux populaires non militants et scolarisés dans deux lycées professionnels (LP) classés zone d'éducation prioritaire (ZEP), en zone urbaine sensible (ZUS), situés dans deux communes populaires limitrophes du nord de Paris et comptant, selon le ministère de l'Éducation nationale français, 50,8 % et 54,6 % d'élèves «défavorisés» (contre 47,3 % de moyenne sur la même académie pour le même type d'établissement). Entre octobre 2005 et mai 2006 (soit dans une période marquée par des événements pouvant intéresser les enquêtés comme les «émeutes» de 2005 et les mouvements contre le contrat première embauche du printemps 2006), j'ai pu observer ces jeunes régulièrement en classe, dans la cour du lycée ou lors de sorties scolaires, et j'ai logé dans l'un des établissements. J'ai également réalisé 18 entretiens approfondis – tous d'au moins une heure, ce qui est relativement long au regard du rapport au temps de la plupart des enquêtés – avec des jeunes scolarisés dans des filières diversifiées et présentant des variations en termes de propriétés (échantillon raisonné, voir le tableau des entretiens)¹⁷. Au regard du rôle essentiel que joue la famille dans la socialisation, il faut préciser que les parents de l'ensemble des interviewés sont distants à l'égard de l'univers politique.

Enquêter auprès de cette population n'est pas sans poser de difficultés (Mauger, 1991). Une certaine proximité sociale avec ces jeunes m'a facilité la tâche. Ainsi, mon âge (22 ans au moment de l'enquête), ma tenue vestimentaire (jeans, baskets, etc.), mon hexis corporelle et le vocabulaire usité (largement favorisé par ma propre trajectoire et certaines de mes dispositions) m'ont permis de ne pas être entièrement perçu comme un «intrus» par les enquêtés. Je me suis présenté comme un étudiant en sociologie réalisant un «dossier» sur les jeunes et qu'il conviendrait d'aider. Deux modalités m'ont permis d'obtenir des entretiens : soit les recommandations d'un ami (un de mes anciens camarades de lycée encore scolarisé en LP) ou d'un enseignant, soit une certaine confiance autorisée par ma présence prolongée sur le terrain ont permis de solliciter l'interview plus directement. Il serait simpliste de croire que je n'ai produit aucun effet auprès des enquêtés (Mauger, 2006 : 139-144), comme l'illustrent par exemple certains refus d'entretien (un jeune garçon s'est écrié «je ne

17. Sur l'intérêt de ce type d'enquête approfondie reposant sur un nombre de cas limité, Bernard Lahire (1995 : 31) explique : «en construisant des contextes plus restreints, on est logiquement conduit [...] à hétérogénéiser ce qui avait été, forcément, homogénéisé dans une autre construction de l'objet». Quelques entretiens avec des jeunes n'appartenant pas aux catégories populaires ont également été réalisés afin de mieux saisir «relationnellement» les propriétés pertinentes sur l'objet. Certains enseignants et employés des établissements m'ont aussi permis d'obtenir des informations complémentaires sur les enquêtés.

suis pas pédé, je vais pas parler tout seul avec lui» lors d'une demande d'interview, ou une jeune fille ayant accepté l'entretien à plusieurs reprises mais sans jamais en trouver le temps). Je pense cependant être parvenu à nouer des relations favorisant l'obtention d'informations difficilement accessibles autrement, et la confiance établie avec ces lycéens a permis l'activation chez eux de certaines dispositions à la parole. S'il va de soi que les enquêtés ne sont pas représentatifs de l'ensemble des jeunes des milieux populaires, non seulement en raison de leur scolarisation en LP dans un contexte urbain en France, mais également du fait des effets de sélection inhérents à toute enquête en sciences sociales, l'analyse localisée (Briquet et Sawicki, 1989) s'est avérée féconde, notamment parce qu'elle donne accès aux conditions d'existence et aux pratiques quotidiennes des acteurs sociaux, permettant alors de ne pas limiter la réflexion aux formes instituées des rapports au politique.

Tableau des entretiens

Enquêté	Âge	Sexe	Section au LP	Profession des parents
Cas 1 (Manuela)	18	F	Bac pro secrétariat	plombier + agent d'accueil
Cas 2 (Quentin)	22	M	Bac pro ébénisterie	garde forestier + enseignante
Cas 3 (Antoine)	17	M	BEP bioservices (ATA)	éboueur + caissière
Cas 4 (Luis)	18	M	BEP comptabilité	maçon + femme de ménage
Cas 5 (Virginie)	20	F	CAP tapisserie	agriculteurs (x2)
Cas 6 (Giovanni)	19	M	Bac pro ébénisterie	ouvrier industriel + assistante puéricultrice
Cas 7 (Dipa)	19	F	Bac pro vente	agent d'entretien + sans emploi
Cas 8 (Zoé)	16	F	BEP bioservices (MHL)	ouvrier industriel + sans emploi
Cas 9 (Kevin)	20	M	BEP bioservices (ATA)	sans emploi + femme de ménage
Cas 10 (Fatoumata)	19	F	CAP pressing	? + sans emploi
Cas 11 (Zora)	21	F	BEP bioservices (MHL)	sans emploi (x2)
Cas 12 (Youssef)	20	M	Bac pro hygiène et environnement	barman + manutentionnaire
Cas 13 (Marie-Thérèse)	17	F	BEP bioservices (MHL)	chauffeur livreur + femme de ménage
Cas 14 (Koby)	19	M	BEP bioservices (ATA)	gardien de sécurité + décédée
Cas 15 (Mounir)	20	M	BEP électronique	sans emploi (x2)
Cas 16 (Mamadou)	21	M	CAP pâtisserie	sans emploi (x2)
Cas 17 (Rachid)	19	M	BEP électrotechnique	ouvrier industriel + caissière
Cas 18 (JM)	24	M	Bac pro vente	sans emploi (x2)

Bibliographie

- Beaud, Stéphane et Michel Pialoux, 1999, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard.
- Beaud, Stéphane et Michel Pialoux, 2003, *Violences urbaines, violences sociales*, Paris, Fayard.
- Becker, Howard, 1986, « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, p. 105-110.
- Blondiaux, Loïc, 1996, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 5, p. 753-791.
- Blondiaux, Loïc, 2007, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 759-774.
- Boltanski, Luc et Ève Chiapello, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bourdieu, Pierre, 1963, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton.
- Bourdieu, Pierre, 1973, « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, vol. 15, n° 2, p. 3-42.
- Bourdieu, Pierre, 1977, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 16, p. 55-88.
- Bourdieu, Pierre, 1980, « La jeunesse n'est qu'un mot », dans *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, p. 143-154.
- Bourdieu, Pierre, 1980, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980.
- Bourdieu, Pierre et Patrick Champagne, 1993, « Les exclus de l'intérieur », dans Pierre Bourdieu (sous la dir. de), *La Misère du Monde*, Paris, Seuil, p. 913-923.
- Braconnier, Céline et Jean-Yves Dormagen, 2007, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- Braconnier, Céline et Jean-Yves Dormagen, 2010, « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, p. 663-689.
- Briquet, Jean-Louis et Frédéric Sawicki, 1989, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n° 7-8, p. 6-16.
- Buckingham, David, 2000, *The Making of Citizens. Young People, News, and Politics*, London, Routledge.
- Collovald, Annie et Frédéric Sawicki, 1991, « Le populaire et le politique », *Politix*, n° 13, p. 7-19.
- Dobry, Michel, 1986, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Durkheim, Émile, 1963 [1934], *L'éducation morale*, Paris, Presses universitaires de France.
- Elias, Norbert et John Scotson, 1997 [1965], *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur d'une communauté*, Paris, Fayard.
- Eliasoph, Nina, 1990, « Political Culture and the Presentation of a Political Self », *Theory and Society*, n° 19, p. 465-494.
- Fillieule, Olivier, Philippe Blanchard, Eric Agrikoliansky, Marco Bandler, Florence Passy et Isabelle Sommier, 2004, « L'altermondialisme en réseaux : trajectoires militantes, multi-positionalité et formes de l'engagement », *Politix*, n° 68, p. 13-48.
- Galland, Olivier et Bernard Roudet, 2005, *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte.
- Gauthier, Madeleine et Diane Pacom, 2001, *Les recherches sur les jeunes et la sociologie au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval.
- Gaxie, Daniel, 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.

- Gaxie, Daniel, 1990, «Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesures des opinions», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 81-82, p. 97-112.
- Gaxie, Daniel, 2001, «Vu du sens commun», *Espace temps*, n°s 76-77, p. 82-94.
- Gaxie, Daniel, 2002, «Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales», *Revue française de science politique*, vol. 52, n°s 2-3, p. 145-178.
- Gaxie, Daniel, 2003, «Sur l'humeur politique maussade des démocraties représentatives», dans Oscar Mazzoleni (sous la dir. de), *La politica allo specchio. Istituzioni, partezepazione e formazione alla cittadinanza*, Bellinzona, Giampero Casagrande, p. 109-136.
- Gaxie, Daniel, 2007, «Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens"», *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 737-757.
- Geay, Bertrand (sous la dir. de), 2009, *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Paris, Raisons d'agir.
- Grignon, Claude et Jean-Claude Passeron, 1989, *Le savant et le populaire: misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Hautes études-Gallimard-Seuil.
- Hamidi, Camille, 2010, «Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Eléments sur le rapport au politique de jeunes des quartiers populaires», *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, p. 719-743.
- Hoggart, Richard, 1970, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit.
- Hughes, Everett, 1937, «Institutional Office and the Person», *American Journal of Sociology*, vol. 43, n° 3, p. 404-413.
- Hyman, Sidney, 1972, *Youth and Politics. Expectations and Realities*, New York, Basic Books.
- Jaffré, Jérôme et Anne Muxel, 2000, «S'abstenir: hors du jeu ou dans le jeu politique?», dans Pierre Bréchon, Annie Laurent et Pascal Perrineau (sous la dir. de), *Les cultures politiques des français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 19-52.
- Joignant, Alfredo, 2007, «Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique», *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 799-817.
- Katz, Elihu et Paul Lazarsfeld, 1955, *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, New York, Free Press of Glencoe.
- Lahire, Bernard, 1995, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Seuil-Gallimard.
- Le Grignou, Brigitte, 2006, «Réceptions présumées politiques», dans Isabelle Charpentier (sous la dir. de), *Comment sont reçues les œuvres: actualités de la recherche en sociologie de la réception et des publics*, Paris, Créafis, p. 141-152.
- Masclét, Olivier, 2003, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute.
- Mathieu, Lilian, 2007, «Ce que la précarité fait aux mobilisations», dans Magali Boumaza et Philippe Hamman (sous la dir. de), *Sociologie des mouvements de précaires*, Paris, L'Harmattan, p. 241-257.
- Mauger, Gérard, 1991, «Enquêter en milieu populaire», *Genèses*, n° 6, p. 125-143.
- Mauger, Gérard, 1998, «Bandes et virilité», *Regards sur l'actualité*, n° 243, p. 29-40.
- Mauger, Gérard, 2004, *Le monde des bandes et ses transformations. Une enquête ethnographique dans une cité HLM*, Paris, CNRS-EHESS.
- Mauger, Gérard, 2006, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Belin.
- Mazur, Amy, 2008, *Politics, Gender and Concept*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Megyery, Kathy, 1991, *Les jeunes et la vie politique au Canada: engagement et participation*, Toronto, Dundurn Press.
- Merton, Robert K., 1969, *Eléments de théorie et de méthode sociologiques*, Paris, Plon.
- Milner, Henry, 2008, «La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois», dans Michel Venne et Miriam Fahmy (sous la dir. de), *L'Annuaire de Québec*, Montréal, Fides.
- Moreau, Gilles, 2006, «École: la double disqualification des lycées professionnels», dans Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard (sous la dir. de), *La France invisible*, Paris, La Découverte, p. 594-602.
- Mucchielli, Laurent, 1999, «Le rap et l'image de la société française chez les "jeunes des cités"», *Questions pénales*, vol. 11, n° 3, p. 1-4.
- Muxel, Anne, 1991, «Le moratoire politique des années de jeunesse», dans Annick Percheron et René Rémond (sous la dir. de), *Âge et politique*, Paris, Economica, p. 203-232.
- Muxel, Anne, 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Passeron, Jean-Claude, 1996, «Introduction. L'espace wébérien du raisonnement comparatif», dans Max Weber, *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, p. 1-49.
- Percheron, Annick, 1989 [1986], «Âge, cycle de vie, génération, période et comportement électoral», dans Daniel Gaxie (sous la dir. de), *Explication du vote*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 228-262.
- Pudal, Bernard, 2000, «Politisations ouvrières et communisme», dans Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Penner et Serge Wolikow (sous la dir. de), *Le Siècle des communismes*, Paris, L'Atelier, p. 513-526.
- Renahy, Nicolas, 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.
- Ribert, Evelyne, 2006, *Liberté, égalité, carte d'identité: les jeunes issus de l'immigration et l'appartenance nationale*, Paris, La Découverte.
- Rosenstone, Steven et John Mark Hansen, 1993, *Mobilization, Participation and Democracy in America*, New York, Macmillan Publishing Company.
- Schwartz, Olivier, 1998, *La notion de classes populaires*, Habilitation à diriger des recherches, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- Simard, Carolle, 2002, «La participation des membres des groupes ethnoculturels et des minorités visibles à la vie politique», *Horizons*, vol. 5, n° 2, p. 10-11.
- Teixeira, Ruy Antonio, 1992, *The Disappearing American Voter*, Washington, Brookings Institution.
- Texier, Jean, 1968, «La jeunesse française et la vie politique», *Revue française de science politique*, vol. 18, n° 6, p. 1239-1258.
- Verret, Michel, 1996 [1988], *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan.
- Willis, Paul, 1978, «L'école des ouvriers», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, p. 50-61.
- Zaller, John et Stanley Feldman, 1992, «A Simple Theory of the Survey Response: Answering Questions Versus Revealing Preferences», *American Journal of Political Science*, vol. 36, n° 3, p. 579-616.